ASSEMBLÉE NATIONALE

18 juin 2015

ADAPTATION DE LA PROCÉDURE PÉNALE AU DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE - (N° 2763)

Commission	
Gouvernement	

Adopté

AMENDEMENT

N° 3

présenté par
M. Raimbourg

ARTICLE 4 TER

À la seconde phrase de l'alinéa 20, substituer à la référence :

« 41-1 »,

la référence :

« 41 ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à corriger une erreur matérielle figurant à l'article portant transposition de la directive européenne relative au droit des victimes. En effet, ce n'est pas en application de l'article 41-1 du code de procédure pénale, relatif aux alternatives aux poursuites, que le procureur de la République peut requérir une association d'aide aux victimes pour procéder à une évaluation, mais en application des pouvoirs généraux qu'il tire du dernier alinéa de l'article 41.